

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je n'ai pas l'intention, au cours du présent débat sur le budget, d'élaborer sur le volumineux contenu du budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975. Nous aurons l'occasion au cours des prochains débats d'analyser les crédits des divers ministères. Je ne veux pas perdre trop de temps dans ce fouillis de chiffres, mais je voudrais plutôt m'en tenir à des considérations économiques, ce que nous ne pouvons pas toujours faire lors des autres débats.

C'est pour cela, monsieur le président, qu'au cours du débat sur le budget, il me fait plaisir d'inviter l'honorable ministre des Finances (M. Turner) à sortir pour une fois des sentiers battus pour pouvoir mettre le Canada sur un sentier financier autre que ce que nous avons connu, et que j'ai particulièrement connu au cours des 10 dernières années en écoutant les différents budgets présentés à la Chambre.

Monsieur le président, le budget d'une nation est pour moi ce qu'il y a de plus important au point de vue de l'administration, car il représente le développement économique éventuel de tout un peuple. L'honorable ministre des Finances du Canada dit oui ou non à tout ce qui peut être fait économiquement pour le bien de la communauté canadienne. Tous les ministères sont liés aux conditions financières du ministère des Finances, car elles dominent toutes les autres. Seuls les rêveurs disent que les finances ne sont pas importantes, mais tous les réalistes savent que pour accomplir quelque chose, on doit recourir à la finance, sinon les rêves resteront toujours des rêves.

● (1640)

Le ministre des Finances est donc totalement responsable au Canada de la stagnation, de la progression ou du recul économique de chacun des ministères, et partant, du Canada tout entier.

Chaque matin, dans une entreprise, le comptable ou le gérant général va ouvrir la voûte pour en sortir les livres de comptabilité, les factures, la caisse, les livres de banque, et tout ce qui regarde le bon fonctionnement administratif de l'entreprise, afin de pouvoir prendre les décisions qui s'imposent. Si le comptable ou le gérant général ou le ministre des Finances, au lieu de prendre les décisions qui s'imposent, au moment où elles s'imposent, passe son temps à expliquer la non-progression de son entreprise, en disant que cela dépend de ses concurrents, que cela dépend toujours des autres, c'est qu'il est incompetent. S'il passe son temps à dire que si tout va mal dans son entreprise, c'est que les concurrents vendent à trop bon marché, c'est encore là une preuve d'incompétence. Lorsque le directeur d'une compagnie passe son temps à copier tout ce qui se fait chez ses concurrents, c'est qu'il est incompetent.

Pour le pays, c'est la même chose. Lorsqu'il y a du chômage, cela ne dépend pas des autres, mais de nous. Lorsqu'il y a inflation, cela ne dépend pas des autres, cela dépend de nous autres. Lorsqu'il y a des faillites en série, cela ne dépend pas des autres, cela dépend de nous autres.

Lorsque l'économie de notre pays est en régression, comme c'est le cas actuellement au Canada, cela ne dépend pas des autres, cela dépend de nous autres. Lorsque le ministre des Finances d'un pays blâme toujours les autres pour ce qui ne va pas chez nous, c'est qu'il est incompetent ou qu'il est dans l'impossibilité d'agir, en ce sens qu'il est lié par des forces qui lui commandent d'agir à l'encontre de sa compétence.

Le budget—M. Rondeau

Blâmer les conditions extérieures de notre pays pour ce qui arrive chez nous, comme l'a fait l'honorable ministre des Finances, lors de la présentation de son budget, en parlant de l'inflation, c'est ce qu'il y a de plus facile à faire.

Dans le prochain budget, on blâmera peut-être l'interférence d'êtres extraterrestres invisibles qui viendront créer des troubles terrestres en vue d'excuser nos propres bêtises. Le blâme des autres ne fait que confirmer notre incompétence ou notre incapacité d'agir.

Le ministre des Finances devrait être 100 p. 100 au contrôle des finances du pays, et non contrôlé par les forces financières du pays. Pourquoi l'honorable ministre des Finances cherche-t-il donc toujours à défendre le régime actuel, qui ne fait que lui apporter tout ce qu'il ne veut pas? Car c'est bien à cause du régime financier actuel que l'on connaît la plus grande poussée inflationniste de l'histoire du Canada. C'est bien à cause du régime actuel que l'on ne cesse d'accumuler déficit sur déficit, d'année en année. En 1961-1962: 791 millions de dollars, en 1962-1963: 692 millions, en 1963-1964: 619 millions, en 1964-1965: 38 millions, en 1965-1966: 39 millions, en 1966-1967: 422 millions, en 1967-1968: 795 millions, en 1968-1969: 576 millions, en 1969-1970: 393 millions, en 1970-1971: 370 millions, en 1971-1972: 750 millions, en 1974-1975: 1 milliard et demi. C'est bien à cause du régime financier actuel que l'on connaît un régime de taxation de plus de 50 p. 100 de tous les revenus qui sont accaparés par les différents niveaux de gouvernement. C'est bien à cause du régime financier actuel que l'on connaît toujours les plus grosses crises de chômage en temps de paix. C'est bien à cause du système financier actuel que l'on ne peut distribuer l'abondance au peuple qu'à la condition de faire la guerre. C'est bien à cause du système financier actuel que l'on connaît une récession économique qui ne fait que commencer. Et pourtant le Canada a été bâti avec du courage, de la confiance, de l'espoir et des rêves d'avenir qui sont tous en train de fondre dans la marmite du régime financier inflationniste que le ministre des Finances se plaît à défendre.

Dans l'orientation du budget, à la page 1 du fascicule des faits saillants, l'honorable ministre des Finances parle de politique, d'économie prudente, alors qu'on aurait dû lire politique d'économie prospère. On y lit également inflation et ralentissement de la croissance, alors qu'on devrait lire abaissement des coûts et accélération de l'activité économique.

Plus loin, il dit qu'il faut tenter de soutenir la demande. Il n'est pas sûr puisqu'il dit qu'il faut tenter au lieu de dire qu'il faut accroître l'augmentation de la demande. Plus loin, il dit que la croissance des dépenses doit être freinée et du même souffle il annonce un déficit d'un milliard et demi. Il dépense un milliard et demi de plus que les revenus. Il dit une chose, il fait exactement le contraire. Peut-on être plus contradictoire? Il faut apporter une attention particulière au point faible de l'économie, dit-il. Pourtant dans une telle confusion économique, l'honorable ministre des Finances aurait dû s'apercevoir bien avant aujourd'hui que les points faibles dans l'économie sont les symptômes d'un système monétaire débalancé à sa base, et qui produit automatiquement des failles et des faiblesses dans ses structures.

L'honorable ministre des Finances se promène sur le toit de l'édifice du système financier actuel avec ses économistes pour essayer de réparer le toit au lieu de réparer le «solage» de notre système monétaire qui occasionne toutes les fissures, ce que lui appelle, les faiblesses de notre système économique. Notre système monétaire est la cause